

trictions au commerce allemand et l'autorisation pour l'Allemagne de constituer une armée de défense nationale et non pas des troupes de défense internationale, ainsi que l'autorisation de produire des armements sans restriction. En d'autres termes, les propositions russes renfermaient quelque chose à peu près pour tous les Allemands. Par ailleurs, aux termes du même projet, l'Allemagne unifiée n'aurait pas été libre de conclure des alliances et elle ne pouvait inclure dans son territoire les anciens territoires allemands situés à l'est de la ligne Oder-Neisse. Enfin, une conférence des quatre puissances devait se réunir immédiatement en vue de régler toutes ces questions.

Répliquant aux propositions soviétiques, les trois gouvernements alliés ont adopté une ligne de conduite qui est à mon sens raisonnable; ils ont dit que tout en ne rendant pas impossibles d'autres négociations sur ce sujet avec l'Union soviétique, ils ne pouvaient accepter le principe d'une conférence à quatre, car les alliés ont déjà essayé cette formule sans pouvoir se féliciter des résultats, jusqu'à ce qu'on ait fait subir aux propositions soviétiques un examen approfondi afin d'en déterminer avec précision la portée. Ayant ceci présent à l'esprit, les trois gouvernements, en abordant le problème, ont fait porter toute leur attention sur la question fondamentale d'élections libres dans toute l'Allemagne et la formation subséquente d'un gouvernement de toute l'Allemagne qui serait libre, avant et après le traité de paix, de former des alliances compatibles avec les principes et les desseins des Nations Unies. Dans leur examen des propositions russes primitives et subséquentes, les nations occidentales ont insisté sur la nécessité d'une unité alliée à la liberté et d'une paix garantissant la sécurité. A mon avis, c'est là une attitude logique.

Néanmoins, en dépit du fait que les propositions soviétiques peuvent nous paraître peu sincères, elles présentent un attrait dangereux pour les nationalistes allemands, car de prime abord, elles semblent offrir un programme précis d'unification qui séduit fatalement les Allemands; j'estime en effet que la préoccupation essentielle de ceux-ci doit être pour le moment celle de l'unité allemande. C'est pourquoi je me risque à souhaiter qu'on ne laissera pas trop de temps s'écouler entre la réception des notes soviétiques sur l'Allemagne et l'envoi des réponses alliées. Plus l'intervalle est long, plus les propositions des Soviets, aussi trompeuses soient-elles, auront de chance d'agir sur l'opinion publique en Allemagne et ailleurs. A mon avis, il serait peu sage,—je suis certain que la Chambre approuvera mon affirmation,—et même, je

crois, peu utile de permettre aux Soviets de remporter des victoires de propagande dans ce domaine. A mon avis, l'Occident devrait être prêt à faire des contre-propositions positives, sans perdre trop de temps à signaler le vide et le manque de sincérité de ces offres.

Chez la plupart des Allemands le désir d'unification est profondément ancré, et ce désir se réalisera d'une façon ou d'une autre. Mais je crois que de plus en plus d'Allemands se rendront compte qu'une Allemagne neutre courrait le grave danger de devenir une Allemagne de l'Est plus étendue, et que leur meilleure chance d'arriver, en fin de compte, à l'union pacifique de leur pays repose sur l'intégration de la République fédérale et, finalement, de l'Allemagne toute entière dans le régime de défense occidental. Cette mesure si grave,—car c'est une mesure grave,—semblera peut-être à beaucoup d'observateurs devoir entraîner aussi des risques et une division prolongée de l'Allemagne. Il n'y a aucun doute qu'en suivant cette ligne de conduite nous assumons un risque calculé, si l'on veut se servir de cette phrase usée, mais encore utilisable.

Quelle serait les autres moyens? Devrions-nous suspendre toute étude d'une association de l'Allemagne avec l'Occident? Devrions-nous suspendre l'application de mesures telles que le traité de défense européenne, et le présent traité de paix, jusqu'à ce qu'un régime d'union et un traité de paix aient été élaborés avec les Russes et leurs amis, d'après les conditions qu'ils ont proposées, lesquelles comprennent une armée nationale allemande, l'amnistie pour tous les Nazis, la neutralité de l'Allemagne, le retrait de toutes les troupes étrangères, les Russes retirant probablement leurs troupes en Pologne et une partie au moins des troupes occidentales se retirant probablement de l'autre côté de l'Atlantique. Devrions-nous appuyer cette proposition de préférence à celles dont nous sommes saisis aujourd'hui? Ces propositions ont rallié l'appui de certains milieux qui n'ont certes rien de communiste. Sans parler même du danger que comporterait une Allemagne neutre, ayant la maîtrise complète de ses troupes et pouvant se réarmer à son gré sans aucune restriction, sans parler non plus du danger qu'une telle Allemagne travaillant de concert avec l'Est, si nous adoptions cette ligne de conduite non seulement nous ruinerions le travail patient et intelligent des nations de l'Atlantique-Nord et du Gouvernement Adenauer mais nous exposerions l'Allemagne à l'incertitude, à la confusion et, je pense, au danger.

La politique proposée maintenant libre l'Allemagne mais la garde dans l'orbite de l'Europe. Son réarmement sera d'ordre défensif et international, caractère défensif et